

Idées concrètes pour la réforme fiscale de 2011

Bruno Colmant

Docteur en sciences de gestion (ULB)

Professeur à l'UCL et à la Vlerick Management School

À l'aube d'une nouvelle législature, nul ne peut prédire quelles seront les orientations fiscales du prochain gouvernement. Il faudra concilier la récession et l'endettement public astronomique avec un retour progressif à l'équilibre budgétaire. Les premières épures esquissent une réduction des dépenses plutôt qu'une augmentation des recettes. C'est logique : avec un des coûts du travail les plus élevés du monde, il est impossible de maintenir le modèle social belge par une pression accrue sur les revenus professionnels. Mais il y aura inévitablement des hausses d'impôts. Les réfuter serait un déni de réalité.

Nous nous essayons à un exercice de prospective fiscale en distinguant plusieurs chantiers : l'impôt des sociétés (ISoc), l'impôt des personnes physiques (IPP), la TVA et la taxation des revenus du capital.

Dans le sillage de la récession et de la déconfiture des banques (les principales contributrices à l'ISoc), les recettes de l'impôt des sociétés sont en chute libre. Les intérêts notionnels ont bien sûr joué un rôle dans cette inflexion, mais la Banque nationale a confirmé la modicité de cet effet. Théoriquement, une augmentation du taux de l'ISoc pourrait être envisagée. Il n'en sera pourtant rien, car il faut absolument relancer l'activité économique. Le Royaume-Uni a, par exemple, choisi de ramener graduellement son taux d'ISoc de 28 % à 24%. Intuitivement, la Belgique maintiendra donc le taux de l'ISoc à 34 % et la déduction des intérêts notionnels.

Ceci étant, les paramètres des intérêts notionnels seront modifiés. Différentes pistes sont envisagées. Dans les grands groupes, ils pourraient être calculés sur une base consolidée et n'être applicables qu'aux bénéficiaires réinvestis dans l'entreprise, et non pas à ceux versés sous forme de dividendes. Le taux de déduction pourrait aussi être modulé, par exemple en fonction des apports de capital : les nouvelles souscriptions bénéficieraient d'une déduction plus large des intérêts notionnels. Par contre, l'idée de lier les intérêts notionnels à la création d'emploi est difficilement applicable.

Mais il y a une autre piste, plus subtile. Le taux des intérêts notionnels est actuellement basé sur le taux des obligations d'État belges (OLO), alors que les taux OLO sont actuellement augmentés d'un « *spread* de crédit » ou d'une « prime de risque » par rapport au taux sans risque. Ce « *spread* de crédit » reflète une fragilité budgétaire du pays par rapport à l'Allemagne. À l'avenir, les intérêts notionnels pourraient être basés sur le véritable taux d'intérêt sans risque de la zone euro, c'est-à-dire le taux d'intérêt allemand (le *Bund*) à 10 ans. Le taux des intérêts notionnels baisserait alors mécaniquement, passant de 3,8 % actuellement à environ 2,5 %. Ce serait d'ailleurs logique : la Belgique n'a pas à octroyer des stimulants fiscaux qui évoluent en fonction de la spéculation des marchés financiers. Sur la base d'un calcul sommaire, les mesures que nous préconisons diminueraient le coût budgétaire des intérêts notionnels de près de 55 %, sans aucunement altérer la mesure.

À l'avenir, la taxation des plus-values sur actions pourrait suivre la taxation des dividendes à l'impôt des sociétés. Il s'agirait d'un mouvement modeste si le taux de prélèvement des plus-values ne dépasse pas 5 %, d'autant que les moins-values sur actions seraient alors aussi déductibles à 5 %. De

plus, il est probable que la récupération des pertes reportables soit à nouveau limitée à cinq ans. Pour les PME, le taux d'ISoc sera probablement abaissé, avec réactivation des déductions pour réserve d'investissement.

Pour l'impôt sur les personnes physiques, le débat sera idéologique. Un relèvement du minimum imposable (c'est-à-dire du montant à partir duquel on paie l'impôt) serait compensé par une légère augmentation des barèmes élevés. Le taux maximum passerait alors de 50% à 52,5%, voire 53%. Malheureusement, comme le barème maximal est rapidement atteint, cette augmentation de la fiscalité sera essentiellement supportée par la classe moyenne. On peut aussi concevoir une légère baisse des frais professionnels déductibles. Il est aussi probable que certaines déductions (titres-services, dépenses faites en vue d'économiser l'énergie, etc.) soient modulées en fonction des revenus. Celles-ci deviendraient donc dégressives en fonction des revenus. Ce seraient malheureusement des choix funestes qui se cumuleraient à une augmentation des additionnels communaux.

Quant aux impôts de consommation (TVA, accises, etc.), ils seront éventuellement modifiés. La raison en est simple : la mobilité des facteurs de production entraîne une difficulté à capturer correctement des revenus professionnels. L'impôt se déplace latéralement pour taxer la consommation (c'est-à-dire un flux) plutôt que la constitution d'épargne. Les impôts à large assiette (de type TVA) provoquent moins de distorsions et permettent une collecte plus efficace. Concrètement, la TVA pourrait passer de 21% à 22%, voire à un taux supérieur sur certains biens ou services de luxe. En même temps, la TVA réduite sera maintenue sur les biens de première nécessité.

Le quatrième chantier concerne la taxation sur le capital. Sans cadastre des fortunes et dématérialisation des titres (prévue pour 2013), la mesure serait inapplicable. Elle serait aussi gravement inégalitaire : elle induirait des doubles taxations chez certains, tandis que d'autres contribuables y échapperaient. Au contraire, le prochain gouvernement devra stimuler le capital à risque dans les petites sociétés, comme du temps des mesures Monory-De Clercq. Il faudra aussi repenser le système d'avantages fiscaux aux sociétés cotées.

Les revenus du capital mobilier seront intuitivement plus taxés et le précompte passera vraisemblablement à 20% pour les intérêts et à un taux généralisé de 25% pour les dividendes. Compte tenu du niveau d'endettement de l'État, il est indispensable que le précompte sur les intérêts reste infé-

rieur à celui des dividendes. Suivant la hausse du précompte mobilier, la taxation de toutes les SICAV de capitalisation sera alourdie. Par contre, une taxation des plus-values sur valeurs mobilières à l'impôt des personnes physiques est imaginable, alors que l'épargne des ménages a déjà été gravement fragilisée.

En ce qui concerne les revenus immobiliers, il n'est pas exclu que le revenu cadastral (et donc, mécaniquement, le précompte immobilier) fasse l'objet d'une adaptation à la hausse, en plus de l'indexation annuelle. Cette augmentation serait modulée en fonction des revenus imposables.

Un dernier chantier concerne la fiscalité de l'assurance-vie et des pensions. Chacun a compris les limites du système de pension par répartition, c'est-à-dire fondé par un transfert des actifs vers les inactifs. Le gouvernement va devoir prévoir des déductions accrues pour l'épargne-pension et les assurances-vie afin de passer progressivement d'un système de répartition à un système de capitalisation. On peut, par exemple, imaginer des déductions accrues, mais à un taux moindre. Plus généralement, il faut absolument que la fiscalité favorise l'épargne de précaution et soit adaptée à l'augmentation de l'espérance de vie des citoyens. Il faut donc inciter fiscalement les travailleurs actifs à pratiquer une épargne de capitalisation, avec un engagement gouvernemental de ne pas modifier la fiscalité de l'épargne déjà constituée.

D'autres questions restent, bien sûr, en suspens. Une troisième DLU est difficilement imaginable, mais il n'est pas impossible que le gouvernement examine une cotisation sociale généralisée (CSG), déjà expérimentée dans les années nonante sous la forme de cotisation complémentaire de crise (CCC). Une « reglobalisation » de tous les revenus à l'IPP est toujours envisageable, mais ce serait trop lourd, sur un plan administratif. L'indexation des barèmes fiscaux pourrait, quant à elle, passer à la trappe, à tout le moins pour les hauts revenus.

En résumé, les augmentations d'impôts sont inéluctables, mais il est possible de procéder à des ajustements sages et équitables, sans bouleversements frénétiques. Le bon scénario serait une baisse de l'impôt des sociétés et une augmentation de la TVA. Le scénario catastrophique serait une taxation des patrimoines, des plus-values des particuliers et de l'épargne-pension (deuxième et troisième piliers). Au contraire, il faut promouvoir fiscalement l'épargne à long terme (assurance-vie, etc.) des particuliers et la recapitalisation des PME. ●